

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLORETTE France GMS

ZI La Petite Marine
84800 L'Isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0639-2025
Code AIOT : 0006400504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement FLORETTE France GMS implanté ZI La Petite Marine 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORETTE France GMS
- ZI La Petite Marine 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLORETTE FRANCE GMS, dont le siège social est situé Zone d'activité Fernand Finel à LESSAY (50430), exploite un établissement implanté ZI de la petite Marine sur la commune de l'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84800).

Les activités de cet établissement de transformation et de conservation de légumes sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié, et relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2220 et 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Action régionale 'coup de poing' sur la prévention du risque de légionelles/ Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Observation à prendre en compte
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Observation à prendre en compte
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de questionner l'exploitant sur la gestion de ses installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, communément appelées tours aéroréfrigérantes (TAR). Dans ce cadre, les constats réalisés n'appellent pas de suites administratives. Deux observations ont toutefois été formulées et seront à prendre en compte par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Autre du 17/07/2025, article Néant
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
Constats : En début d'inspection, certaines informations générales de l'installation ont été vérifiées. Elles concernent : <ul style="list-style-type: none">- le contact administratif avec l'inspection des installations classées (modifié),- les coordonnées XY de l'établissement (Lambert 93),- le nombre de TAR en activité : 3 TAR, une de puissance nominale 2 276 kW (TAR n° 1) et deux de

puissance nominale 1 150 kW (TAR n° 2 et TAR n° 3).

- la puissance totale des TAR en activité : 4 576 kW, soit supérieure au seuil réglementaire des 3 000 kW.

- le classement ICPE en 2921 (1a, 1b ou 2) : n° 2921-1a) → Régime de l'Enregistrement (E).

Or l'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005 autorisant la société FLORETTE France GMS à exploiter une activité de transformation et de conservation de légumes située sur le territoire de la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue du 11 avril 2018 vise en son article 1^{er} la rubrique :

n° 2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3000 kW	4 310 kW	Régime de l'Enregistrement
-----------	---	----------	----------------------------

L'exploitant déclare que les 3 TAR ont été remplacées en 2021. Les justificatifs suivants ont été fournis :

- le ticket de pesée établi le 13/12/2021 par GDE Sorgues relatif à l'enlèvement des TAR (A35, A30 et A25),

- le relevé de collecte établi le 16/12/2021 par GDE Sorgues relatif aux opérations de dépose et de retrait définitif des TAR (A35, A30 et A25),

- une attestation établie le 31/03/2022 par GDE Sorgues relative à l'évacuation des déchets vers des filières agréées.

Un dossier de porter à connaissance de modification des installations a été réalisé par FLORETTE France GMS en avril 2021. Ce dernier mentionne la dépose des trois TAR existantes et leur remplacement par trois nouvelles TAR. La situation alors projetée est : une TAR de puissance nominale 2 298 kW (TAR n° 1) et deux de puissance nominale 1 150 kW, soit une puissance totale de 4 598 kW. Le rapport indique que cette modification augmentera la puissance totale sans modifier le régime de classement de la rubrique n° 2921.

Il est constaté que la TAR n° 1 effectivement installée a une puissance nominale de 2 276 kW au lieu de 2 298 kW comme initialement prévu dans le dossier de porter à connaissance. Ce point est sans incidence réglementaire.

Par ailleurs, le carnet d'entretien des installations consulté lors de la visite fait figurer des puissances erronées (1 TAR de 2 149 kW et 2 TAR de 1 084 kW).

Observation : il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence les informations relatives à la puissance des TAR contenues dans le carnet d'entretien des installations avec les données de la plaque constructeur apposée sur les équipements de refroidissement.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5

Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ;

b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local

occupé.
Constats : Les TAR sont positionnées en extérieur. La TAR la plus proche (TAR n° 1) se situe à environ 14 mètres du point d'aspiration du renouvellement d'air des vestiaires. L'implantation des TAR n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...] [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]
Constats : L'exploitant a présenté la dernière version de son AMR en date du 09/04/2025. Par sondage, il a été vérifié que le document contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, - les points critiques liés à la conception de l'installation, - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, - les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, - le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Préalablement à la visite, l'inspection a pu vérifier la saisie des résultats d'analyse sur la plateforme de télédéclaration GIDAF prévue à cet effet. Les rapports d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ne sont toutefois pas joints à la déclaration effectuée par l'exploitant. Observation : il est demandé à l'exploitant de téléverser également les rapports d'analyses sur la plateforme de télédéclaration GIDAF. Par sondage, la période allant de janvier 2024 à juin 2025 inclus a été consultée. Trois analyses sont réalisées mensuellement. Deux dépassements du délai de transmission des résultats sont observés. Ils concernent les analyses de décembre 2024 et de juin 2025 et s'expliquent par les périodes de congés du responsable. L'attention de l'exploitant a toutefois été appelée sur le respect de ce délai réglementaire de transmission. Par ailleurs, la désignation des TAR sur la plateforme de télédéclaration GIDAF (TAR 2004-2, TAR 2001 et TAR 2004-1) ne correspond pas à l'identification des TAR sur le terrain (TAR n° 1, TAR n° 2 et TAR n° 3). L'exploitant indique avoir demandé aux services de l'Inspection la modification des champs concernés. Cette modification n'ayant pas abouti, le référent DREAL en charge de l'outil sera mobilisée sur cette demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10 ⁵ UFC/L)
Prescription contrôlée : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]

[...]

Constats :

Selon les informations renseignées sur la plateforme GIDAF et qui ont été confirmées par l'exploitant lors de la visite, il n'y a pas eu de dépassement du seuil des 100 000 UFC/L sur la période janvier 2024 - juin 2025.

L'exploitant a présenté et commenté la procédure « Cas d'un résultat *legionella pneumophila* $\geq 10^5$ ufc/l », relative aux actions à mener en cas de dépassement du seuil des 100 000 UFC/L. Celle-ci est cohérente avec les obligations réglementaires fixées par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10^3 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.

[...]

Constats :

Selon les informations renseignées sur la plateforme GIDAF et qui ont été confirmées par l'exploitant lors de la visite, il n'y a pas eu de dépassement du seuil des 1 000 UFC/L sur la période janvier 2024 - juin 2025.

L'exploitant a présenté et commenté la procédure « Cas d'un résultat compris entre 10^3 ufc/l legionella pneumophila et 10^5 ufc/l », relative aux actions à mener en cas de dépassement du seuil des 1 000 UFC/L. Celle-ci est cohérente avec les obligations réglementaires fixées par l'arrêté ministériel.

Par ailleurs, un résultat Flore interférente est identifié sur l'analyse du 30/08/2025 de la TAR n° 1. L'exploitant a procédé à un traitement choc, suivi d'une purge. Opération qui a été renouvelée une fois. Les actions menées sont reportées sur le journal d'intervention. L'analyse suivante du 13/09/2024 donne un résultat $< 10^3$ ufc/l. Les actions correctives ont donc été concluantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques

Prescription contrôlée :

En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;
- h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;
- l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

Constats :

Les produits biocides suivants sont utilisés (ou susceptibles de l'être) :

- ALOBIO R440 dans le cadre du traitement préventif,
- ALOBIO 478 dans le cadre du traitement curatif.

Par sondage, l'étiquette du produit biocide ALOBIO R440 a été examinée. En lien avec les obligations réglementaires, elle mentionne les informations suivantes :

a) mélange de 5-chloro-2méthyl-2H-isothiazol-3-one et 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (3:1).

d) produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication.

e) le dosage précis et la méthode d'injection dépendent de plusieurs facteurs tels que la contamination microbiologique, les caractéristiques de l'installation et opératoires. Les injections seront déterminées en accord avec les standards d'ALOES.

h) ne pas rejeter les résidus dans les égouts et cours d'eau. L'emballage vide ou ceux contenant du produit doivent être éliminés en tant que déchet dangereux sous l'entière responsabilité du détenteur du déchet.

l) Manipuler le produit dans des endroits bien aérés, veiller à une bonne ventilation du poste de travail. Stocker dans les emballages d'origine, bien fermés et à l'abri du gel, température maxi 35 °C. Nettoyer le matériel après utilisation à l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

➤ Point de contrôle n° 1 – Informations générales de l'installation

TAR n° 1 avec plaque constructeur
puissance nominale : 2 276 kW



Point de prélèvement pour analyse

TAR n° 2 avec plaque constructeur
puissance nominale : 1 150 kW



Point de prélèvement pour analyse

TAR n° 3 avec plaque constructeur
puissance nominale : 1 150 kW



Point de prélèvement pour analyse

➤ Point de contrôle n° 7 – Produits chimiques

ALOBIO R440

Préparé par : 1-éthyl-2-méthyl-4-isothiazol-3-one (No. CE 247-500-7) ; 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one (No. CE 220-238-6) O.T.B.

Utilisez les biocides avec précaution. Lire les instructions et jointes avant l'emploi.
Produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication

ETI : 8

DANGER UN 3265

LIQUIDE ORGANIQUE CORROSIF, ACIDE, N.S.A. (mélange de : 5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one [No. CE 247-500-7] ; 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one [No. CE 220-238-6] O.T.B.)

Poids net : Kg Date de péremption : Numéro de lot :

Précautions pendant l'utilisation, le stockage : Manipuler le produit dans des endroits bien aérés, éviter toute forme d'inhalation du produit.
Stockage : Stocker dans les emballages d'origine, bien fermés et à l'abri du gel, température max. 35°C. Séparer le matériel après utilisation à l'eau.


Mesures de premiers secours : En cas de contact avec la peau : rincer immédiatement à grande eau. Enlever les vêtements contaminés. Consulter un médecin en cas d'irritation ou d'éruption cutanée. En cas de projection dans les yeux : rincer immédiatement à grande eau pendant 15 minutes les yeux grandement ouverts. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer. En cas d'ingestion : rincer la bouche, NE PAS faire vomir. Consulter un médecin.

En cas d'urgence, appeler : +33 (0)1 45 42 89 59 - Centre antipoison d'urgence - Professionnels

EPI : Porter des gants en nitrile conformes à la norme EN 374. Porter des lunettes de sécurité conformes à la norme EN 166 et EN 170 et des chaussures de sécurité conformes à la norme EN 14404 et des gants de protection.

Environnement : Ne pas rejeter les résidus dans les égouts et cours d'eau. Le traitement doit être effectué par des professionnels agréés. Le produit est dangereux sous réserve de la responsabilité du détenteur du déchet.

Instructions d'emploi : Le dosage précis et la méthode d'application dépendent de plusieurs facteurs tels que la contamination microbienne, les caractéristiques de l'installation et les opérateurs. Les injections seront obtenues uniquement avec des appareils d'ALOBIO.



Z.I.A. - 12 rue de la pierre - 59113 SECLIN
TEL : 03 20 90 24 30 FAX : 03 20 90 27 42
www.aloes.eu contact : contact@aloes.eu

Ce produit a été fabriqué et conditionné dans une usine sous le système de management ISO 9001

Produit biocide utilisé en traitement préventif